

ENTRETIEN

Michel Rocard Il Manifesto

L'entretien qui suit
a eu lieu
entre Michel Rocard
et **II Manifesto**,
à la demande
du journal italien. Nous
le publions dans TS
avec l'accord
de nos camarades du
Manifesto
que nous remercions.

1 Tout d'abord, quelle est votre appréciation du résultat des élections, du rapport des forces qui s'installe en France actuellement, sur le degré de cohésion et la possibilité d'une réelle constitution d'une politique bourgeoise. La bourgeoisie a-t-elle assez de cohésion et de forces pour faire ouvertement une politique déflationniste. Qu'en pensez-vous ?

— **Michel ROCARD** : Pour réussir, Giscard est condamné à changer les enjeux de la bataille. Derrière « **le changement de style** » il y a une idée force : immobiliser la gauche sur le plan politique pour éviter sa liaison avec des luttes sociales sur lesquelles il sera — il le sait — en position défensive. Hormis la satisfaction de quelques revendications immédiates, il ne peut en effet engager de politique sérieuse en matière de désinflation pour la bonne raison que l'inflation n'est plus un phénomène conjoncturel traitable par des manipulations monétaires, mais un phénomène structurel lié au maintien de fortes inégalités sociales. Le capitalisme occidental a fondé sa survie et son développement depuis la dernière guerre sur la logique expansionniste comme source de régulation des frustrations et contradictions engendrées par ce mode de production.

La baisse du taux de croissance, la raréfaction des ressources naturelles, l'élévation du prix

des matières premières auront à cet égard des conséquences aussi bien sociologiques et politiques qu'économiques.

Le capitalisme est arrivé aujourd'hui à un seuil où il doit développer de nouveaux mécanismes de régulation et d'intégration. Cette phase historique offre une chance aux forces qui, au sein du mouvement ouvrier européen, se battent sur les thèmes de l'alternative socialiste. Elles n'ont pas le droit de la laisser passer.

2 Quelle stratégie la gauche française devrait-elle et pourrait-elle proposer ? En plus des luttes salariales qui seront le résultat de la poussée inflationniste, quel autre type de lutte ? La force donnée par le score à gauche le 19 mai permet-elle un plan d'attaque tant que Giscard est encore relativement faible ? Il y a les propositions de lois déposées par Mitterrand et les Radicaux à l'Assemblée. Voyez-vous un autre terrain de luttes sociales, politiques et non seulement revendicatives ou institutionnelles ? Quels en seraient les temps, les objectifs, les priorités ?

— **M.R.** : Nous avons toujours pensé que la perspective autogestionnaire et la stratégie de contrôle ouvrier et populaire devaient devenir assez rapidement des points d'appui, sinon pour la totalité du mouvement ouvrier français, du moins pour sa fraction dominante.

L'autogestion d'abord. Si comme nous le pensons, le mode de production capitaliste entre aujourd'hui dans une nouvelle phase historique, il faut proposer des systèmes alternatifs, bref redonner un contenu au socialisme lui-même. Cela suppose de lever à la fois l'hypothèque du socialisme bureaucratique et de définir un projet qui corresponde aux enjeux de la période : crise du modèle de consommation marchande, crise des mécanismes de représentation politiques, crise d'une organisation sociale qui expérimente, jusqu'à l'absurde le développement de la division sociale du travail. Bref, l'autogestion ne doit pas être une sorte de mythe généreux, mais la proposition d'une alternative concrète au capitalisme. Ce qui suppose une stratégie anticapitaliste qui articule les luttes politiques et sociales avec ce projet au lieu d'entériner la coupure chère aux social-démocrates entre « **programme à court terme et programme à long terme** ».

L'objectif de la stratégie de contrôle ouvrier et populaire est précisément de réaliser cette liaison. Elle est la seule en effet à pouvoir attaquer le capitalisme en bloc, c'est-à-dire en tant que système économique, idéologique et constitutionnel en évitant qu'il ne récupère sur un terrain ce qu'il est obligé de céder sur un autre. L'efficacité d'un combat comme Lip a tenu précisément à cette globalisation du conflit. De plus, c'est une stratégie qui du même coup crée les conditions d'une conscience de classe politique et pas seulement économique. Or, il s'agit là de la condition nécessaire pour qu'en cas d'accession au pouvoir, la gauche puisse bénéficier d'une mobilisation populaire réelle et non d'une simple base électorale.;...)

3 Après avoir marqué une hésitation et des critiques face au Programme commun, vous vous êtes engagé aux côtés de François Mitterrand. Dans quelle mesure vous reconnaissez-vous dans l'horizon de sa campagne électorale ? Que ce soit dans la CFDT ou au PSU, étaient présents des éléments qualitativement différents du réformisme évident et profond de Mitterrand. Vous vous êtes souvent greffés sur une action révolutionnaire que la campagne électorale, se voulant réelle et concrète, ne pouvait pas avoir. Pourtant, ces besoins, ces actions ne sont pas inventées. Représentent-ils des besoins des minorités ou bien des besoins de fond qui ne deviennent conscients que dans

la minorité ? Et alors comment les exprimer ? Quels rapports voyez-vous entre Mai 68 et l'expérience politique de ces dernières semaines ?

— **M.R.** : C'est la dernière question qui est la plus importante. Il s'agit de savoir si Mai 68 constituera la base du renouvellement du mouvement ouvrier français ou s'il servira seulement de référence idéologique à un courant marginalisé. Tout notre désaccord avec l'extrême gauche française vient de là. Nous pensons nous qu'il faut prendre les moyens nécessaires à la réalisation de la première alternative. Cela nécessite d'accepter un temps de maturation et de transition des forces politiques et syndicales. (...) La campagne électorale a permis sur ce point d'amorcer un déblocage ; le fait que le courant autogestionnaire ait mené une bataille unitaire a limité en partie notre autonomie organisationnelle, mais a en contre partie fait progresser considérablement nos objectifs parmi les masses populaires. (...) Cela nécessite une analyse et une stratégie dynamique au sein du mouvement ouvrier et non à l'extérieur. Pour la première fois depuis longtemps, il est possible que celui-ci s'engage majoritairement sur une autre voie que celle d'un réformisme qui face à Giscard devient non opératoire. L'erreur de la gauche « révolutionnaire » française est de ne pas avoir analysé les mutations qui depuis Mai 68 affectent en profondeur les couches populaires et retentissent du même coup, même de façon déformée, sur les organisations politiques et syndicales;...).

4 Quel est le sens politique du « besoin de changement » que 49,30 % des Français ont exprimé ? Il y a une poussée réformiste de fond qui exprime probablement une crise objective de la société et qui va au delà de ses expressions politiques. En d'autres termes, ce besoin de changement est-il l'expression d'une crise encore interne au système ou implique-t-il une crise plus profonde, même si elle est encore confuse ? Entre réformisme et révolution, il y a un clivage idéologique (et pourquoi) assez profond. Dans quelle mesure ce clivage a-t-il agi ou s'est-il estompé dans la lutte politique menée par la gauche autour de Mitterrand ? La CFDT a exprimé son « besoin de parti », quel parti ? Quelle plate-forme ? Quel rapport avec ce qui reste de la SFIO ? Quel rapport avec la poussée révolutionnaire de Mai 68 ?

— **M.R.** : Poussée réformiste de fond ? Oui et non. Oui dans la mesure où, dans la volonté de changement actuelle, n'est pas vécue clairement la nécessité d'un système alternatif au capitalisme. Mais si on analyse les points sur lesquels s'exprime cette volonté, il s'agit précisément de secteurs qui touchent au fondement même du système de production : consommation marchande, division du travail, absurdité des rapports sociaux, pollution, système de formation, type d'habitat urbain...

Autrement dit, si la gauche était capable de synthétiser en termes d'alternative socialiste ces besoins encore confus et épars, elle rencontrerait un écho considérable. Aujourd'hui, il n'y a pas de réelle alternative social-démocrate. Car la social-démocratie vit plus encore que les régimes de droite de la logique expansionniste du capitalisme. Elle n'a pas les moyens d'affronter, elle aussi, la phase historique qui s'ouvre. La crise institutionnelle touche, on le voit bien en occident, aussi bien les gouvernements social-démocrates que ceux de droite.

Pour la France, nous sommes aujourd'hui arrivés à un carrefour. Ou bien une social-démocratie se recrée avec un pôle révolutionnaire marginalisé et cela signifie à terme l'échec de la gauche pour prendre le pouvoir, ou pour en faire quelque chose.

Ou bien se constitue une force socialiste réelle sur la base d'une restructuration politique et sociale constituée en gros à partir du PS, du PSU et de la CFDT, et des forces sociales en mouvement depuis 6 ans.

Si ce projet réussit, cela ne veut pas dire, bien sûr, que nous aurons du jour au lendemain un « **parti socialiste à la chilienne** ». Mais la pente sera celle-là. Les conséquences seront à mon avis décisives. Cela voudra dire en effet la naissance d'un parti socialiste à forte base populaire dotée d'un projet de société et d'une stratégie d'articulation entre luttes sociales et luttes politiques. Cela permettra à la dynamique unitaire avec le PC et la CGT de se construire sur de nouvelles bases.

L'enjeu n'est pas mince puisqu'il consiste à se donner le moyen de prendre le pouvoir pour ouvrir une alternative socialiste, avec toutes ses conséquences internationales que cela entraîne. Ni le **PSU** ni l'extrême gauche ne peuvent y réussir par le seul développement linéaire de leurs organisations. D'où l'importance de ce seuil de « restructuration ». De l'avenir de cette perspective dépend finalement l'avenir de Mai 68 : simple parenthèse dans l'histoire du mouvement ouvrier français ou au contraire base de son renouvellement et de sa future victoire. ■